

## FLN / CONFÉRENCE NATIONALE DES ÉLUS À BLIDA

## La démonstration de force de Belkhadem

**Le FLN (Front de libération nationale) est un parti «en campagne et compte bien le rester jusqu'en avril 2009». Cet aveu d'un proche collaborateur de Belkhadem est loin de n'être que du chauvinisme partisan.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Le parti que préside Bouteflika prend sur lui «de servir de relais pour une campagne de promotion et de vulgarisation aux chantiers politiques du président». Ainsi de la révision de la Constitution et de la prochaine présidentielle, mais pas seulement.

«Un vaste programme est fin prêt qui nous permettra d'occuper le terrain jusqu'en avril 2009, nous confie la même source. Le 7 mars prochain, nous prévoyons une conférence nationale des femmes cadres du FLN.

Puis à la fin du mois de mars, ce sera une autre conférence nationale qui réunira, elle, les cadres du parti dans les institutions. Le mois d'avril est réservé au conseil national et au

congrès extraordinaire. Et outre les rendez-vous classiques (19 mai, 5 juillet, etc.), le FLN prépare une grande manifestation pour la jeunesse avec une grandiose conférence en juillet pour se mettre au diapason du programme spécial du président sur la question.

De même qu'une grande université d'été, en août, aux environs d'Alger. Et à moyen terme, des festivités spécifiques commémoreront la mémoire de Houari Boumedienne que le FLN avait abandonnées depuis longtemps.

Revisité par ses deux succès électoraux aux législatives et aux locales et rendu hors d'atteinte par l'appui de la présidence de la République, l'ex-parti unique semble même vouloir se passer — sans le pro-

clamer franchement — de ses deux alliés, le RND et le MSP. Trois partis, rappelons-le, «unifiés» depuis juin 1997 par le pouvoir pour lui servir de façade civile dont héritera Bouteflika par la suite.

Rebaptisée «alliance présidentielle depuis février 2004, l'ex-coalition gouvernementale subit désormais l'hégémonie du FLN qui ne le cache plus d'ailleurs. Le parti de Abdelaziz Bouteflika, que dirige le chef du gouvernement, s'est en effet adonné à une véritable démonstration de force, ce jeudi à Blida.

L'occasion : une conférence nationale des élus du FLN organisée à la salle omnisports de Blida. L'endroit et la qualité des présents permettent d'embrasser à Belkhadem qui avait à sa gauche sur la tribune le président de l'Assemblée populaire nationale de lancer avec euphorie : «Je tiens d'abord à m'adresser à la presse : Si vous voyez ici

quelques tribunes vides, c'est parce que nous n'avons pas voulu ramener tous nos cadres et nos élus. Car nous sommes en mesure, effectivement, de remplir toutes les salles et les stades d'Algérie si nous le voulons.»

Pour cause, il avait comme auditoire «68 sénateurs élus, 110 cadres (dont un conseiller du président) et sénateurs désignés, 150 députés, 650 présidents d'APC, 33 présidents d'APW, 13 ministres et 600 élus locaux des seules wilayas du centre».

C'est quasiment comme si le multipartisme n'est jamais passé par là ! Sans surprise, les slogans du jour proclamaient tous, sur fond de portraits de Bouteflika ou de la façade extérieure de la présidence de la République, l'appui du FLN à l'homme, sa politique, sa démarche et son troisième mandat.

Comme dans toute campagne électorale, l'en-

semble des participants, le président de l'APN et le chef du gouvernement compris arboraient une écharpe frappée du sigle FLN, une photo de Bouteflika agrémentée du slogan national à la mode : «Ouhda thalitha» (troisième mandat).

Cette expression vestimentaire permettra même à Belkhadem de se passer, exceptionnellement lors de son discours d'ouverture, d'évoquer la révision de la Constitution et l'appui au troisième mandat, laissant cette incontournable «prière» pour les besoins du JT de l'ENTV au rapporteur de la commission de la résolution politique.

Comme s'il s'agissait d'une cause définitivement entendue Belkhadem répond ainsi à un confrère un peu interloqué : «Pourquoi je n'ai pas parlé de la révision de la Constitution et du troisième mandat ? (...) Eh bien je vous rappelle que nous avons été les premiers à le faire et je constate avec plaisir que beaucoup de partis et d'organisations ont fini

par nous imiter. Quant à nous, nous attendons désormais l'annonce officielle par le président pour passer à une autre étape.» En attendant, le FLN se penche sur d'autres dossiers : les codes communal et de wilaya, la loi électorale, le statut de l'élu, entre autres.

«J'ai évoqué la question ce matin, avec le président de l'APN», avoue même Belkhadem auquel succédera à la tribune un cadre du parti pour une intervention à propos.

Et quel cadre : Dahou Ould Kablia, le ministre délégué auprès du ministère de l'Etat, ministre de l'Intérieur, chargé des Collectivités locales.

Lequel Ould Kablia inspire largement par la suite les résolutions de la commission chargée de se pencher sur la réforme du code communal et de wilaya qui préconise, entre autres, «la réforme de la fiscalité locale, mais surtout le transfert des attributions des walis aux présidents d'APW».

K. A.

## LOUISA HANOUNE :

## «Des puissances étrangères veulent changer la Constitution algérienne»

**Une fois encore, Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT) a dénoncé les tentatives d'ingérence des pays étrangers dans les affaires intérieures du pays.**

**Lotfi Mérad - Alger (Le Soir)** - Intervenant, hier, dans une conférence de presse organisée à la Mutuelle générale des matériaux de construction à Zéralda à l'issue de la réunion du Comité central et du conseil national du parti, Louisa Hanoune citera notamment la Grande-Bretagne, dont l'ex-ambas-

sadeur en Algérie avait fait des déclarations sur le projet de révision de la Constitution ainsi que l'ambassadeur des Etats-Unis à Alger qui «envisage des rencontres avec les partis politiques et les syndicats autonomes» autour du même projet. Selon la secrétaire générale du PT, «ces étrangers voudraient

voir révisés certains articles de la Constitution» qui, pourtant, garantissent la souveraineté de l'Etat sur ses richesses ainsi que l'unité de la nation. Pour elle, la révision de la Constitution cache beaucoup d'enjeux.

Par ailleurs, revenant sur les récentes déclarations de Abdelaziz Belkhadem, quant à l'entrée en application de la revalorisation des salaires à partir de mars prochain avec «éventuellement» un effet rétroactif, Louisa Hanoune s'est dite

«choquée par ses propos». «Qu'est ce que ça veut dire ?» s'est-elle interrogée. «C'est inacceptable, d'autant que les dernières augmentations n'ont aucun sens au regard de l'inflation» a-t-elle estimé.

Selon la première responsable du Parti des travailleurs, le chef du gouvernement devrait plutôt «s'excuser» du retard accusé dans l'entrée en application de ces augmentations des salaires.

L. M.

AUGMENTATION  
DES SALAIRES DE LA  
FONCTION PUBLIQUE  
«Effective à partir  
d'avril»

Encore une fois, Abdelaziz Belkhadem repousse l'échéance. L'augmentation des salaires dans la Fonction publique, entrée en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, sera effective à partir d'avril prochain», dira le chef du gouvernement qui s'explique : «Cela interviendra progressivement avec la finalisation des 45 statuts particuliers et l'adoption du statut de la Fonction publique».

K. A.

RÉVISION DE LA CONSTITUTION ET RÉÉLECTION DE BOUTEFLIKA  
À LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUELe ministre de la Solidarité nationale  
en campagne à Tizi-Ouzou

**Le ministre de la Solidarité nationale, Djamel Ould Abbas était dans la matinée d'hier, à Tizi-Ouzou. Une visite ministérielle qui n'a pas manqué de révéler l'apparat d'une véritable matinée de campagne électorale avant l'heure, en faveur de la révision de la Constitution et de la réélection du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à la magistrature suprême du pays. Le programme abrité par la maison de la culture et qui a meublé le menu du déplacement ministériel ; l'auditoire préalablement choisi et constitué, pour l'essentiel, d'associations dites «représentatives des différents segments de la société» ainsi que les cadres locaux et élus des partis de la coalition gouvernementale constituent les éléments d'une partition orchestrée, par Djamel Ould Abbas en sa qualité de ministre de la République.**

Dans ce genre de visite où les précautions d'usage voudraient que l'on procède par l'allusion et le non-dit, Djamel Ould Abbas n'a pas

table glorificateur, sur les mérites du président candidat à sa propre succession.

Après une brève visite à travers les stands tenus par quelques promoteurs de projets financés par le dispositif du micro-crédits Angem convoqués pour la circonstance, Djamel Ould Abbas prononcera une allocution où il a évoqué les retombées positives de ce dispositif et d'autres mécanismes de soutien à l'emploi mis en place «depuis 1999» et qui ont d'après lui, contribué «à résorber le chômage et à redonner de l'espoir aux jeunes.» Vantant les mérites de la wilaya et de ses habitants, le ministre de la

Solidarité nationale parlera de la disponibilité de son département à aider les candidats au micro-crédit et à les accompagner dans leur démarche de réalisation de projets.

«Le président de la République m'a donné carte blanche et le feu vert pour satisfaire toutes les demandes de micro-crédit et je suis prêt à prendre en charge 10 000 sinon plus demandes de financement de projets», dira Ould Abbas qui s'est fait fort, dès l'entame de son discours, de transmettre, dans un kabyle approximatif et de circonstance, les salutations du président de la République,

aux habitants de cette région.

L'allocution du ministre Ould Abbas qui aura droit à quelques standing ovations suscitées par les organisateurs, sera suivie par ce qui était l'objectif manifeste de sa visite.

Le responsable local de l'association nationale des zaouias qui lira une motion «au nom, dira-t-il, des associations humanitaires et sociales de la wilaya» ouvrira le bal «des représentants» de la société civile, «exhortant» le président de la République à réviser la Constitution et à se porter candidat à l'élection présidentielle.

La glorification de l'action présidentielle constitue le fil rouge de l'argumentaire de toutes ces motions déclarées sous l'œil vigilant des caméras de l'ENTV. Celle-ci ajoutait à l'excitation qui s'est emparée depuis un certain temps, sur fond de guéguerre de positions, de certaines personnes apparentées aux réseaux de soutien mis en place par le cercle présidentiel depuis l'investiture de Bouteflika et qui brûlaient d'impatience de monter au créneau pour scander à leur tour le slogan en vogue, relayant l'appel lancé à Bouteflika pour succéder à lui-même.

S. A. M.